

Extrait de :

FRANCE

Adresse :

Date :

27 FÉV. 1923

LIVRES ET AUTEURS

LE POSITIVISME DANS L'ACTION

La Librairie-Bibliothèque Auguste Comte, à laquelle nous devons déjà tant de publications excellentes et opportunes édite le *Positivisme dans l'action* du vaillant polémiste et solide doctrinaire Georges Deherme.

En réunissant dans ce volume les écrits qu'il a publiés de 1915 à 1920, Deherme s'est proposé de démontrer la valeur théorique et pratique de la méthode positive. Nous voyons dès le début du livre que cette méthode a donné à l'auteur un véritable don de prophétie. En reprenant sa publication dès 1907, la *Coopération des idées* annonçait la guerre inéluctable. Durant la dernière année de sa publication, en 1912, Deherme y multipliait les avertissements.

— « L'Europe n'a jamais été si près d'une conflagration générale », n° du 16 février : « La Paix par l'ordre ».

— « La guerre dans les Balkans rend tout possible. Et le pire », n° du 1^{er} novembre : « Hier, demain ».

— Rien de plus menaçant pour nous que ceci par exemple : l'Allemagne ne peut plus se suffire à elle-même. Nos pères avaient un dicton pour caractériser cette situation : « La faim fait sortir le loup du bois. Et déjà le Teuton déborde de ses frontières », n° du 1^{er} novembre : « Les embarras de l'Allemagne ».

— Rien n'est plus triste que cette histoire de la guerre de 1870 ; mais aussi rien de plus instructif. « Nous sommes à la veille d'événements aussi terribles. L'anarchie universelle doit aboutir à une conflagration générale », n° du 16 décembre : « Chalons et Beaumont ».

En 1914, Deherme n'avait plus de tribune ; mais, le *Matin* ayant ouvert une enquête sur « l'Idéal futur de la République », il répondit :

— « Il n'y a qu'à regarder pour voir. Aucune illusion n'est permise.

« Où va la France ?

« C'est clair : à la banqueroute, à l'invasion, et aussi, peut-être cependant, à une effroyable insurrection des pauvres contre les riches — qui, entre nous, ne l'auront pas volé.

« Le parlementarisme aggravé par le système électif généralisé, ne peut nous conduire que là, à l'abîme. C'est de loi, etc., etc. » Le *Matin* du 2 juin 1914, sous le titre mis par le journal : « Un désenchanté ».

Deherme rappelle qu'ailleurs, en effet, à la veille de l'épouvantable catastrophe, les autres étaient, comme le *Matin*, dans l'enchantement. A la Chambre, dans la presse, nos socialistes — Jaurès en tête, — des radicaux, de futurs ministres s'indignaient avec de grands et gros mots qu'on put croire encore la guerre possible.

Les constatations présentes de Deherme sont pessimistes. Quatre ans après la victoire on en est encore à se demander : que sera demain pour la France et pour l'Humanité ?

« Le plus important des journaux officiels, imperturbablement ministériel sous tous les ministères, le journal-fonctionnaire qui ne se lasse pas de répéter après chaque catastrophe : « Tout va bien », le *Temps* lui-même (du 2-3 janvier 1922) déclare que

« l'horizon est noir » et que, présentement, « l'optimisme sonne faux », car, « quiconque n'a pas de souci, n'a pas de bon sens ». Il s'empresse d'ajouter, il est vrai — condamnation du régime d'irresponsabilité dont il est l'avocat attitré — que nos dirigeants n'ont pu prévoir le formidable gâchis auquel ils assistent, impuissants, quand ils ne concourent pas à l'accroître de leur surabondante grandiloquence ».

Deherme estime que la « guerre scientifique », monstrueusement destructive, ne peut plus payer la guerre et que notre relèvement économique s'effectuera seulement dans l'ordre intérieur, l'amitié nationale, la confiance que donne une autorité sociale, par le travail, la production surtout agricole. La paix universelle ne se fondera que sur l'unité morale, par l'ordre spirituel, non sur les désirs, par des arrangements juridiques, des parlotes et des combinaisons d'intérêt.

C'est un des principes d'Auguste Comte. Or, le positivisme systématique de Comte, observe notre confrère, a une incomparable valeur, non seulement théorique, mais pratique.

« Un Comte ne pouvait surgir à Canton, à Chicago, à Sydney, non plus qu'à Djenné. Il n'y eut jamais d'esprit plus limpide, plus souple dans la systématisation — plus français. Il eut la réussite heureuse d'une combinaison de sélections, la suite d'une lignée d'artistes, la cime d'une civilisation millénaire. »

Notre averti et courageux confrère ne craint pas de dire que les conférences ne feront qu'accélérer la décomposition, multiplier les conflits. « La salive des discours ne supplée pas le sang du cœur. » Cependant il ne veut pas désespérer. « L'esprit demeure. Peut-être aussi pourrions-nous préserver quelques vestiges d'un passé glorieux... La barbarie passera. Et par le positivisme triomphant, ce qui renaitra des ruines sera meilleur, plus vrai, plus beau, plus heureux, plus humain. »

Aussi bien Deherme ne perd pas son temps à vaticiner. Il indique un certain nombre de remèdes pratiques. Je signalerai particulièrement l'appendice intitulé « pour conjurer la banqueroute ». L'économiste positiviste, entre autres suggestions originales, propose de régulariser la monnaie. « Ce que nous appelons franc doit être franc... La pièce de vingt francs sera frappée avec le chiffre de 100 francs, celle de 10 francs avec celui de 50 francs. La pièce de un franc — étant donnée la hausse particulière de l'argent, par rapport à l'or — deviendra 5 francs ; celle de 2 francs, 10 francs ; celle de 5 francs, 25 francs, etc. Nous aurons enfin une monnaie saine, car notre encaisse métallique équivaldra à 30 ou 35 milliards en papier ; et si l'on compte ce qui est resté et reparaitra, 35 à 40 milliards. En frappant les nouvelles pièces on pourra donc retirer, au fur et à mesure, autant de billets, ce qui réduira la somme en circulation à 160 milliards. » Et peut-être, en effet, faudra-t-il en venir là.

Camille LE SENNE

res du monde entier. Ceci est d'importance première.

En présence de cet état d'esprit, le gouvernement et de l'opinion des Etats-Unis, en présence de leurs relations amicales vis-à-vis de la France, il serait sage que celle-ci redoublât d'efforts pour manifester sa volonté de payer ses dettes. — dès qu'elle le pourra. La mission de M. Parmentier a donné de bons résultats. Il serait bon qu'ils fussent encore exploités, développés. Reprenons les négociations au sujet d'un règlement, — même s'il doit s'échelonner sur une très longue période. Il s'agit, avant tout, d'une question de principe, de confiance.

Sachons bien que les Allemands et les germanophiles ne manquent pas de proclamer partout que les nations anglo-saxonnes paient leurs dettes, alors que les pays latins ne les payent point, — et ne veulent pas les payer. A la France de détruire, par le loyal exposé de ses possibilités, les campagnes systématiquement tendancieuses inspirées par ses ennemis.

La France a pour elle le droit et la raison. Qu'elle sache gagner à sa cause la confiance de l'Amérique. La situation lui est propice. Qu'elle ne la laisse pas passer !

M. Painlevé et l'offensive organisée par le général Nivelle

Prenant la parole à Brest, à l'issue d'un banquet des Amis de l'école laïque, M. Painlevé fit allusion aux mesures qu'il prit au cours de la guerre contre le général Nivelle.

— Il est indispensable d'en finir, déclarait-il, avec cette légende stupide dont l'histoire a fait enfin justice, et d'après laquelle j'aurais arrêté l'offensive d'un coup de téléphone. Ce que j'ai arrêté, c'est l'influence d'un chef qui n'avait, des possibilités, qu'une science insuffisante. Ce faisant, je n'avais d'autre ambition que de mettre à la tête de vrais chefs et les meilleurs, sans m'occuper si l'un avait un frère jésuite et si l'autre était représenté comme trop autocrate.

M. Painlevé termina en revendiquant l'honneur d'avoir choisi les maréchaux Foch et Pétain, « qui ont mené nos armées à la victoire ».

Le traître Thorreele devant le jury de Rouen

L'affaire Thorreele dont nous avons rappelé les grandes lignes hier, s'est ouverte devant les assises de la Seine-inférieure.

Après la lecture de l'accusation, l'avocat général fait un exposé de l'affaire ; puis M. Gillard procède à l'interrogatoire de l'accusé, qui reconnaît la désertion, mais nie énergiquement être passé au service de l'ennemi et lui avoir fourni des renseignements.

Les débats continueront aujourd'hui.

UN ALCOOLIQUE POIGNARDE CINQ PERSONNES

SOMAIN, 26 février. — Ce soir, vers 19 heures 30, en ville, un Italien en état d'ivresse, Nicodème Macri, 22 ans, frappe à coups de poignard, sans avoir été provoqué, quatre paisibles promeneurs. Il entre ensuite dans un café situé en face de la gare et provoque les consommateurs. L'un d'eux, M. Lehengue, tente de le ramener au calme, mais l'ivrogne, saisissant son poignard, lui en porte un premier coup, puis va attendre sa victime, qui sort par une porte dérobée et est de

L'AVEN
ENTEN
ASSUETTE
F
GARANT
MARIAGE & A L
QU'EN
OU PENDANT
S'ADRESSE

En ce qui concerne M. Georges Dumoulin, il avait été question, à diverses reprises, de son départ. M. Dumoulin, disait-on, allait prendre la direction d'un journal socialiste du Nord, pour le secrétaire adjoint de la C. G. T. est, en même temps, membre du parti socialiste S. F. I. O. S'il démentir absolument cette nouvelle, on se contentait à la C. G. T. d'assurer qu'elle était prématurée.

Mais il semble bien cette fois que la démission soit effective. M. Dumoulin a adressé aux secrétaires des fédérations une lettre pour les prier de s'abstenir de présenter son nom aux suffrages des délégués au Comité confédéral national de 19 et 20 mars prochain.

Le « Comité confédéral » qui se compose des délégués des fédérations et des unions départementales des syndicats doit nommer la commission chargée d'administrer la C. G. T. jusqu'au Congrès de 1925 et désigner les membres du bureau confédéral.

M. Lenoir, de la fédération des métaux, est candidat au poste laissé vacant par M. Marcel Laurent. Pour remplacer M. Dumoulin, il est question de désigner M. Digat des P. T. T.

Toutefois un dernier effort sera fait ce soir à la réunion de la commission administrative de la C. G. T. pour faire revenir M. Dumoulin sur sa détermination.

L'affaire Steinmann devant la cour d'Anvers

ANVERS, 26 février. — Le défilé des témoins a continué ce matin devant le tribunal d'Anvers.

L'accoucheur Spertgens, qui assista Mme Steinmann lors de la naissance de son dernier enfant, déclare qu'en l'absence de son mari, M. Van de Wouver vint plusieurs fois dans la chambre de Mme Steinmann.

M. Van Renterghem, jardinier de la victime, a été avisé du crime par un coup de téléphone de la femme de chambre. Il accompagna Mme Steinmann en auto pour aller chercher le médecin. Il a remarqué qu'avant le départ, Mme Steinmann avait vainement fouillé dans la table de nuit pour y chercher un revolver.

L'accusée, interrogée à ce propos par le président qui lui demande pourquoi elle cherchait là un revolver qu'elle savait n'y pas être, répond : « Dans des moments pareils on perd tout son sang-froid ».

L'après-midi, on entend M. Victor Poillon, de Calmpthout. Il se trouvait chez Van de Wouver le soir du crime et assure qu'il son hôte était absolument calme.

M. Meurisse a reçu a visite de Van de Wouver, dans la soirée. L'inculpé est resté chez lui jusqu'à 23 h. 30. Il ne paraissait d'ailleurs pas pressé de se retirer.

Mme Steinmann, mère de la victime, fait ensuite son entrée. Elle est en grand deuil et vient s'asseoir devant la barre des témoins sans regarder les accusés.

Très émue, elle éprouve quelques difficultés à parler. Elle était en Angleterre le soir du crime et, rentrée précipitamment à Anvers, elle s'est rendue au chevet de son fils. Celui-ci l'a priée de ne pas l'interroger sur le drame et elle a respecté sa volonté.

Le président interroge ensuite le témoin sur les difficultés financières de son